

Résolution de l'ARFE sur la cohésion et la coopération territoriale après 2027

Le Bureau de l'ARFE s'est réuni à Gronau le 5 juillet et a débattu, entre autres, de l'avenir de la cohésion européenne et de la coopération territoriale après l'actuelle période de programmation 2021-2027.

Vous trouverez ci-dessous le texte de la Résolution ratifiée par l'Assemblée générale de l'ARFE qui s'est tenue à Trysil, dans le comté d'Innlandet (Norvège) le 24 octobre 2024. Cette résolution est un document ouvert auquel les membres de l'ARFE ont été encouragés à contribuer, et elle est toujours ouverte à la discussion. L'objectif est de fournir des arguments pour s'adresser aux décideurs politiques et au grand public lors de réunions en ligne et sur place ou par l'intermédiaire des médias.

Le Bureau de l'ARFE, lors d'une importante réunion dans les locaux de l'EUREGIO à Gronau-Glanerburg le 5 juillet 2024, a présenté la résolution suivante, ratifiée par l'Assemblée générale de l'ARFE tenue à Trysil le 24 octobre 2024. Il s'agit d'une réponse au débat en cours sur l'avenir de la politique européenne de cohésion, avec un accent particulier sur la cohésion territoriale (CTE) et d'une importance critique dans le contexte de la politique de cohésion après 2027.

Notre position sur la **cohésion** est résolue et inébranlable. Nous considérons que cet instrument d'investissement majeur de l'UE est essentiel pour favoriser la croissance équilibrée et la prospérité de tous les territoires de l'UE, et qu'il apporte des avantages à toutes les régions et villes en stimulant la croissance économique, la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, le développement durable et la préservation de l'environnement. Il a été consacré par la fondation des Communautés européennes et renforcé au cours des décennies suivantes. Il ne s'agit pas d'une relique dépassée, mais plutôt d'une politique contemporaine porteuse d'un héritage important et d'un avenir prometteur pour le développement conjoint de tous les territoires européens, en particulier ceux qui sont plus en difficulté, tels que les zones transfrontalières et rurales, les régions en transition industrielle ou énergétique, et celles qui sont confrontées à de graves défis naturels ou démographiques.

Dans cette optique, nous avons été et continuons d'être activement impliqués dans la mise en valeur des réalisations de la cohésion, en étroite collaboration avec les institutions de l'UE et les autres autorités locales et régionales (ARL) européennes. Cet effort collectif est canalisé par la #CohesionAlliance, qui reflète notre objectif primordial commun. Nous soulignons en particulier l'appel conjoint des régions et des villes européennes pour une politique de cohésion renouvelée après 2027 qui ne laisse personne de côté, adopté par 111 régions de 15 États membres lors du Sommet européen des régions et des villes à Mons les 17 et 18 mars, exprimant de profondes inquiétudes et une opposition à un modèle centralisé de gestion du budget pluriannuel de l'UE.

La contribution unique de l'ARFE réside dans l'importance de la **Coopération territoriale européenne** pour atteindre l'un des piliers de la Cohésion européenne. Ce fut un défi d'inclure cette troisième composante dans la politique de cohésion il y a quelques années, mais elle est devenue une norme (voir le 9e rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale, publié par la Commission européenne le 27 mars 2024), mais cela ne devrait pas être

considéré comme acquis, comme c'est le cas pour de nombreuses hypothèses sur l'UE. Néanmoins, le 9ème rapport sur la cohésion démontre que la politique de cohésion facilite une réponse durable et rapide aux multiples crises auxquelles l'Europe est actuellement confrontée.

Tout d'abord, nous dénonçons le risque de « mourir de succès » : tout le monde s'accorde sur la contribution très positive de la coopération transfrontalière à l'intégration européenne, mais après chaque débat sur le futur cadre financier de l'UE, le résultat habituel est une nouvelle ponction sur **les maigres ressources laissées à la Coopération territoriale européenne**. Interreg permet de relier les personnes et les parties prenantes par-delà les frontières, mais nous devons également financer de petites infrastructures transfrontalières et d'autres services publics transfrontaliers ou, sinon, renforcer les approches territoriales/transfrontalières dans d'autres politiques de l'UE et dans de nombreuses politiques nationales.

Il est très important de **communiquer les réalisations de la Coopération territoriale européenne** et de la cohésion territoriale en dehors des « bulles » habituelles, en particulier auprès des **États membres**. Les ARS doivent avoir un échange sincère avec les États membres pour parler de souveraineté nationale et d'intégration européenne, et pour se mettre d'accord sur le niveau d'intégration que nous voulons atteindre. La mentalité nationale prévaut dans les questions multilatérales, européennes ou mondiales, ce qui n'est pas très utile. Pour faire face aux défis actuels, nous avons besoin d'une Europe plus forte sans complexe, ainsi que de politiques (et de budgets) européennes ambitieuses.

Pour réussir ce processus d'intégration très difficile, les États membres devraient accroître leur partage de souveraineté vers le haut (vers les institutions de l'UE) et continuer à le faire vers le bas (processus de **décentralisation**), tout en tenant compte de la nécessité de rationaliser les mécanismes de gouvernance transfrontalière. L'évolution des règles vers la centralisation des fonds européens menace la cohésion des territoires européens et porte atteinte au principe de subsidiarité, qui est fondamental pour l'intégration européenne. Elle met également en péril le développement d'une gouvernance multi-niveaux efficace.

La Coopération territoriale européenne devrait être **intégré** ou, au moins, pris en compte dans la plupart des politiques de l'UE, en particulier dans celles qui concernent la mobilité et les services publics, y compris les soins de santé, le marché du travail, les infrastructures et les transports, etc. En outre, pour certains aspects spécifiques, une réglementation particulière devrait être mise en place, telle qu'un statut européen du travailleur communautaire.

Il conviendrait de mettre davantage l'accent sur **le renforcement des capacités**, en encourageant l'échange et la mise en œuvre de bonnes pratiques.

La plupart des parties prenantes semblent accueillir favorablement **une plus grande flexibilité thématique**, le maintien du niveau actuel de **cofinancement** de l'UE ou sa légère augmentation, la poursuite du développement **d'options de coûts simplifiés** et **le système de suivi commun**. Toutefois, la centralisation croissante de la gestion du programme devrait être ramenée à une gestion **plus décentralisée**, avec une participation plus importante des ARL.

Il existe encore des obstacles à la réussite des projets de coopération transfrontalière au sein du marché unique de l'UE. Il existe encore de nombreux obstacles **juridiques et administratifs à la coopération transfrontalière** (voir les cas *b-solutions*). Une approche européenne serait également nécessaire dans ce domaine (l'outil transfrontalier proposé). Cela serait extrêmement utile pour stimuler les opérations transfrontalières afin de couvrir les services publics, par exemple, lorsqu'il s'agit de ressources publiques, pour concevoir de nouvelles approches transfrontalières, pour faciliter les infrastructures transfrontalières, les échanges, la mobilité, etc. dans de nombreux endroits où des réglementations non coordonnées posent encore d'énormes obstacles. *b-solutions* offre une base de données croissante de preuves. Sans ces obstacles et une vision plus intégrée, de nombreuses opérations transfrontalières résoudraient des goulets d'étranglement durables et faciliteraient l'accès de tous à tous les services, tout en étant économiquement plus efficaces.

La Coopération transfrontalière européenne est déjà une réussite à bien des égards, mais elle n'est ni spontanée ni autosuffisante. Elle doit être plantée, fertilisée, irriguée et entretenue pour que les citoyens puissent enfin en tirer profit. Toutefois, il convient de promouvoir davantage **une meilleure visibilité, y compris la recherche pour montrer l'impact réel** des interventions de coopération transfrontalière après près de 35 ans d'Interreg. Cela pourrait être basé sur des bases de données telles que KEEP d'Interact ou la base de données CPS développée par ESPON. Beaucoup plus de preuves sont disponibles, et l'impact des pratiques croissantes à forte valeur ajoutée européenne, telles que **les projets peoplet-to-people et les fonds de petits projets (P2P & FPP)**, devrait également être rendu plus visible. Il est important de souligner que les P2P et les FPP doivent rester ancrés dans les réglementations du CTE, y compris leur gestion décentralisée et leurs options de gestion simples.

La coopération maritime et les régions ultrapériphériques devraient être particulièrement soutenues en raison des défis et des opportunités qui leur sont propres. Les programmes transnationaux et interrégionaux pourraient jouer un rôle plus important à cet égard.

Le développement de stratégies **macrorégionales** et leur coordination avec des approches transnationales ont été un exercice fructueux dans la plupart des cas. Ce sont de très bons laboratoires pour la gouvernance multi-niveaux, et ils ne doivent pas perdre cette orientation, en accordant une plus grande attention aux initiatives coordonnées par les ARL. Les autorités nationales devraient également être davantage impliquées, non seulement en termes de prise de décision, mais aussi en montrant leur implication par l'engagement de leurs propres ressources et l'adoption d'une approche plus généreuse. Une coopération plus forte devrait être encouragée avec nos voisins immédiats, y compris le Royaume-Uni et les pays méditerranéens.

Les défis très complexes tels que la transition verte et numérique doivent tenir compte des expériences réussies et des échecs. En ce sens, la mise en réseau, l'échange d'expériences et l'étalonnage des performances sont des questions clés. Une fois encore, il serait nécessaire de mettre davantage l'accent sur les niveaux multiples dans les régions transfrontalières, en coordonnant les niveaux européen, national et infranational sans perdre la perspective de la coopération transfrontalière (les points de coordination de la coopération transfrontalière proposés dans la proposition modifiée de la Commission pour un outil de coopération transfrontalière pourraient jouer un rôle extraordinaire à cet égard).

D'autres **synergies** entre les différents éléments de la famille Interreg devraient être encouragées, par exemple, vers des programmes d'intégration, comme cela a déjà été souligné ci-dessus. INTERACT, ESPON et URBACT peuvent jouer un rôle plus important dans leur facilitation actuelle des capacités et de la recherche, parmi d'autres services, pour continuer à développer la Coopération territoriale européenne solide.

Nous devrions également continuer à promouvoir les instruments actuels et très utiles tels que les **GECT**. Leur combinaison avec de **nouveaux outils**, tels que celui proposé pour faciliter les solutions de coopération transfrontalière, serait extrêmement utile pour mettre en œuvre une Coopération territoriale européenne plus ambitieuse dans le cadre d'une politique de cohésion plus ambitieuse. Cela ne peut se faire qu'avec une forte coordination avec la Commission européenne (pas seulement REGIO) et le Parlement européen (pas seulement REGI) et une meilleure compréhension de la politique de cohésion par les États membres (le Conseil).

Par conséquent, le Bureau de l'ARFE, réuni à Gronau-Glanerburg (DE/NL) le 5 juillet 2024, a convenu à l'unanimité de présenter une position claire, appelant les institutions de l'UE à protéger la Cohésion européenne et à renforcer la Coopération territoriale :

1. L'ARFE s'oppose fermement à toute nouvelle centralisation de la gestion des fonds de cohésion et défend vigoureusement le renforcement de la coopération entre les régions, en particulier celles qui sont situées aux frontières nationales.
2. Elle plaide pour des approches ascendantes et des modèles de gestion à plusieurs niveaux impliquant les autorités régionales et locales et les institutions de coopération territoriale.
3. Le prochain budget pluriannuel de l'UE doit maintenir l'héritage historique de la politique de cohésion, en conservant un modèle décentralisé qui assure une forte participation des ARL et en reconnaissant le rôle vital du transfrontalier dans la promotion de la proximité avec les citoyens et la réduction des disparités territoriales.
4. Il réaffirme les positions déjà prises par d'autres réseaux européens, de manière autonome ou dans le cadre de l'Alliance pour la cohésion, et soutient en particulier la position du Comité européen des régions en faveur d'une Coopération territoriale européenne renforcée dans le cadre d'une politique de cohésion européenne renforcée.
5. Il convient de tirer les leçons de la mise en œuvre de tous les volets d'Interreg V et de l'expérience actuelle d'Interreg VI afin de continuer à ajuster ce qui fonctionne bien et ce qui ne fonctionne pas : Pourquoi est-il si difficile d'établir des ITI transfrontaliers et des CLLD ? Pourquoi certaines frontières obtiennent-elles de meilleurs résultats que d'autres avec les fonds pour les petits projets ? Les autorités du programme Interreg mettent-elles bien en œuvre l'approche fondée sur le lieu ? Et qu'en est-il de la subsidiarité ?
6. Comme cela a été le cas au niveau institutionnel avec l'examen de la coopération transfrontalière lancé par l'UE en 2015 et ses résultats - le *point focal frontalier* et la série d'études, d'actions pilotes et d'initiatives visant à stimuler la coopération transfrontalière, telles que *b-solutions* ou *IVY (Interreg Volunteer Youth)*, ou les nouvelles propositions d'instruments, l'accent renforcé sur les frontières extérieures, les services d'urgence, de santé et autres services publics, etc. Tous ces éléments illustrent les défis qui subsistent, évoluent et sont nouveaux dans les zones frontalières

et d'autres territoires tels que les régions ultrapériphériques, montagneuses ou insulaires, qui nécessiteraient des approches (et des financements) renforcées dans le cadre d'une politique de cohésion européenne renforcée.

7. L'ARFE continue à renforcer la collaboration entre les universitaires, les chercheurs et les praticiens afin de produire les meilleures informations possibles basées sur des preuves pour alimenter les initiatives actuelles visant à intégrer toutes les informations disponibles dans une plate-forme unique afin de pouvoir traiter ces énormes ensembles de données et produire des recommandations précieuses pour conseiller les décideurs politiques dans leurs décisions affectant les régions frontalières et transfrontalières. Nous intégrons également les informations produites par les projets de l'ARFE et les mettons à la disposition de la communauté scientifique.
8. Il convient de promouvoir une approche territoriale dans la plupart des politiques de l'UE à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, en incluant les voisins de l'UE tels que le Royaume-Uni dans les programmes de coopération territoriale.

Ratifié par l'Assemblée générale de l'ARFE, Trysil, 24 octobre 2024